

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1363 - 12 janvier 1989 - 3 F

D 1363 **NICARAGUA: LE CYCLONE JOAN**

Comme si la guerre de sept années n'avait suffi à ruiner le pays, il a fallu que le Nicaragua soit aussi ravagé par un cyclone. Dans la nuit du 21 au 22 octobre 1988, l'ouragan Joan arrivait sur le pays par la côte atlantique et rasait littéralement la ville côtière de Bluefields, sans compter les autres dégâts à l'intérieur. Une semaine plus tard, un bilan faisait état de 116 morts, 325.000 personnes déplacées, 187.000 sinistrés, 29.000 maisons détruites, 66 ponts effondrés et de graves dommages écologiques.

Dans le document ci-dessous, trente-six Français résidant au Nicaragua racontent ce qu'ils ont vu et entendent corriger les inexactitudes publiées dans la presse internationale.

Note DIAL

LETTRE OUVERTE AUX MÉDIAS ET AUX ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

L'ouragan Joan qui a dévasté une partie du Nicaragua les 21 et 22 octobre derniers a été relaté par une grande partie de la presse française d'une manière qui fut, selon nous, Français résidant dans ce pays, peu fidèle à la réalité.

En tant que témoins directs de cette catastrophe, dans la zone côtière ou à l'intérieur du pays, et des conséquences qu'elle a entraînées, nous souhaiterions décrire les faits tels que nous les avons vécus.

La population disposait d'un atout majeur dans cette nouvelle épreuve qui l'a frappée, et qui a sans doute été la plus coûteuse de son histoire, matériellement parlant: son organisation. Des milliers de civils volontaires, déjà entraînés à la mise en route du plan ORSEC, se sont organisés en équipes de déblaiement, sauvetage, secouristes, pompiers... chacun sait ce qu'il doit faire, qui il doit prévenir, où il doit se présenter. Les sept années de guerre et les menaces réitérées d'une intervention directe des Etats-Unis ont préparé cette réponse massive, rapide et efficace de la population sur tout le territoire.

Le 18 octobre, déclenchement de l'alerte générale: l'état d'urgence est décrété. Dès le 19, l'évacuation débutait à Bluefields et Corn Island; la population, dans sa majorité, hésitait à abandonner ses biens et sa région. Daniel Ortega, le président de la République, s'est rendu en personne sur place pour convaincre les habitants du danger auquel ils étaient exposés et de la nécessité de quitter la zone côtière. Il a aidé à prendre, avec les autorités locales, toutes les mesures de sécurité possibles pour protéger la population qui avait décidé de rester. Parfois, ce n'a été qu'en voyant leur maison s'envoler que les familles ont décidé de gagner les refuges. Elles ont trouvé alors tout l'appui possible de la part des autorités et des équipes de secours.

Les membres des communautés du Rio San Juan ont été transportés, le 21 au matin, en camions et hélicoptères vers Juigalpa, plus sûre. A Matagalpa, les comités de quartier ont informé les habitants des mesures individuelles et familiales à prendre, ainsi que des centres d'évacuation où couvertures, réserve d'eau potable, aliments, médicaments étaient stockés. A Managua 80% des bus ont été réquisitionnés pour le transport des populations du lac et des canaux de drainage des eaux de pluies, vers des écoles moins exposées aux inondations, aménagées en refuges où tout était prêt pour tenir plusieurs jours si nécessaire. L'accent était mis sur la prévention sanitaire. Des équipes médicales étaient présentes dans chaque refuge pour soigner les éventuels blessés ou assister les accouchements, mais aussi pour prendre immédiatement en charge les cas de diarrhée, une des plus importantes causes de mortalité infantile.

A aucun moment la panique ne s'est installée. Dans les refuges comme chez les particuliers, le calme a été de règle. Quelques heures avant le passage de l'ouragan, l'électricité a été coupée pour éviter les incendies et électrocutions. Cette mesure de sécurité avait été annoncée à l'avance sur toutes les stations de radio qui diffusaient en permanence les informations sur la progression de l'ouragan et sur les consignes de sécurité à observer.

Une fois le gros du danger écarté, les écoles dans lesquelles se sont réfugiées les personnes évacuées ont été équipées de lavoirs, douches, latrines et postes de réhydratation orale. Les centres de santé installent des annexes décentralisées dans les quartiers. On essaie déjà de prendre en compte, dans la mesure des moyens disponibles, les habitudes alimentaires des réfugiés de la côte atlantique: pain au lieu de tortilla de maïs, banane plantain et manioc plutôt que haricot rouge... La gestion du quotidien s'établit en coordination étroite avec les leaders traditionnels des communautés indiennes ou créoles.

A aucun moment donc, nous n'avons constaté *"l'attitude irresponsable du gouvernement qui n'aurait pas pris à temps les mesures nécessaires"* (Le Monde du 25/10), *"la lenteur dans l'organisation des évacuations"* (Le Progrès Lyon Dimanche du 23/10), ni même, après le passage de l'ouragan, un *"silence"* suspect des autorités auquel fait allusion le journal Libération du 25/10. Au contraire! Et pourtant le Nicaragua est un pays pauvre, victime d'un blocus économique total de la part des Etats-Unis, en guerre, et qui dispose donc de ressources limitées tant en moyens de transport qu'en infrastructures routières.

Le Nicaragua a besoin d'une aide d'urgence. Plusieurs centaines de tonnes d'aliments, de vêtements, de médicaments ont déjà été réunies grâce à l'immense collecte nationale qui a immédiatement été organisée dans tout le pays, et à l'aide internationale. Les donations sont reçues et distribuées par le Comité d'urgence, structure très large qui regroupe près de cinquante organismes nationaux et internationaux (UNICEF, OPS-OMS, OEA, ONU...), institutions d'Etat (ministère de la santé, de la sécurité sociale...), représentants du secteur privé (COSEP: Conseil supérieur de l'entreprise privée), organisations laïques (Croix Rouge, OXFAM...) ou religieuses (CEPAD, CARITAS...).

Le bilan est en effet très lourd. Dans sa conférence de presse du 28 octobre, Daniel Ortega annonçait un bilan provisoire de 116 morts, 325.000 évacués, 187.000 sinistrés, plus de 29.000 maisons détruites, de graves dommages écologiques sur la côte atlantique, d'importantes destructions des infrastructures vitales du pays (66 ponts balayés), de l'agriculture, de la pêche, des ressources forestières. Le Nicaragua s'en remet à une commission d'experts de l'ONU (Commission économique pour l'Amérique latine: CEPAL) pour établir le bilan définitif de cette catastrophe à court, moyen et long termes.

L'urgence passée, il faut penser à la reconstruction des maisons, des hôpitaux, des écoles, des villes, des ponts et de l'infrastructure économique du pays. C'est dire l'ampleur de la tâche qui attend le peuple nicaraguayen et dans laquelle il s'est déjà lancé.

La communauté internationale a un rôle vital à jouer. L'aide qui est déjà parvenue est importante mais loin d'être suffisante.

Nous nous félicitons de la décision du gouvernement français d'affréter un bateau d'aide d'urgence à destination du Nicaragua et de le mettre à la disposition des organisations humanitaires françaises qui désirent acheminer leur aide au Nicaragua. Nous espérons que les médias sauront se faire l'écho de cette campagne en diffusant une information moins éloignée du terrain et des hommes.

Signataires:

Thierry Barnon, instituteur - Bernard Boulang, prêtre - François Capietto, agronome - Pascal Chaput, agronome - Michèle Charbonneaux, infirmière - Dominique Dejour, médecin généraliste - Michèle Dhospital, historienne - François Doligez, agronome - Michel Dulcire, agronome - Sylvie Dulcire, psychologue - Michèle Faure, journaliste - Colette Fine, dessinatrice-publiciste - Sylviane Fournier, traductrice - Pierre Gerbouin, agronome - Béatrice Guibert, conseiller juridique - Laurent Levard, agronome - Jean Loison, prêtre - Christophe Maldidier, agronome - Benoit Marchand, médecin - Jean-Philippe Metaxian, professeur - Marc Meunier, agronome - Antonella Montagnini, professeur - Pierre Paquet, agronome - Christian Prat, pédologue - Frédéric Prat, agronome - Annie Rahon, orthoptiste - Daniel Rahon, professeur - Bruno Rapidel, agronome - Pascale Reyrole, agronome - Marie-France Saigne, professeur - Philippe Saigne, directeur de collège - Dominique Servais, médecin anesthésiste - Jean Huges Silberman, ingénieur civil - Bernard Thonin, infirmier - Jean-Marc Tilly, agronome - Christine Villa, agronome.

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441